



94-09-06: Statement of World Bank. Mr. Lewis T. Preston FR

The electronic preparation of this document has been done by the
Population Information Network(POPIN) of the United Nations Population
Division in collaboration with the United Nations Development Programme

AS WRITTEN

RALENTIR LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE
ET ACCELERER LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Un appel a l'action

Allocution prononcee
devant la Conference internationale
sur la population et le developpement

Lewis T. Preston President
Groupe de la Banque mondiale

Introduction: Des questions difficiles

Je crois qu'il est important de ne pas perdre de vue la raison de notre
presence ici.

La plupart d'entre nous ont déjà participé à ce genre de grande conférence; nous mettons en évidence les grandes questions; nous parvenons à un consensus; nous prenons des engagements. Puis nous retournons chez nous - et, la suite donnée ne va pas très loin.

Nous ne pouvons pas nous permettre qu'il en soit ainsi au Caire. Les enjeux sont trop élevés. Disons-le carrément: si nous ne nous remettons pas à la rapidité de la croissance démographique, nous ne réussirons pas à atténuer la pauvreté - et donc à assurer un développement durable.

Un milliard de personnes luttent déjà pour survivre avec un dollar par jour. Deux milliards de personnes ne disposent pas d'eau salubre. Trois millions d'enfants meurent chaque année de malnutrition. Or, pendant cette décennie, la population des pays en développement augmentera encore plus que jamais auparavant - un accroissement de quelque 80 millions de personnes par an. Dans les 35 ans à venir, la population mondiale augmentera de la moitié environ. La population d'Asie du Sud croîtra des deux tiers. L'Afrique subsaharienne fera plus que doubler.

Qui nourrira et logera ces nouveaux arrivants? Comment assurera-t-on leur éducation et leur emploi? Et que fera-t-on pour atténuer les contraintes que cela fera peser sur l'environnement? Ce sont là des questions difficiles. Mais dans une grande mesure, nous en connaissons les réponses. Le problème tient à ce que nous n'en faisons pas assez - assez rapidement - pour appliquer les mesures fondamentales dont l'expérience nous a démontré l'efficacité.

Actions critiques

Le Programme d'action du Caire nous place dans la bonne perspective face à la

rapidite de la croissance demographique: il s'agit d'un symptome de pauvreté - et d'un obstacle a l'attenuation de cette pauvreté.

Nous savons qu'au fur et a mesure que le revenu augmente - et que les gens vivent plus longtemps en meilleure sante - la fecondite baisse. La baisse rapide de la fecondite en Asie de l'Est, par exemple, s'est accompagnee d'une croissance economique reguliere et d'une amelioration du niveau de vie. Dans l'Afrique subsaharienne, en revanche, le taux de croissance demographique de plus de 3 % pendant la derniere decennie a depasse de loin le taux de croissance economique qui a ete de moins de 2 %. Les Africains en ont paye le prix sous forme d'une baisse des revenus et d'une aggravation de la pauvreté.

Notre recherche d'une politique demographique doit donc s'inscrire dans une strategie plus large de lutte contre la pauvreté-prenant la forme d'une croissance durable et d'un investissement dans les personnes Trois types d'investissement sont particulierement importants:

- Tout d'abord, les soins de sante de base, notamment au benefice des femmes et des enfants. Dans bon nombre des pays les plus pauvres, un enfant sur dix meurt avant son premier anniversaire.

- Reduire cette effrayante mortalite infantile-de sorte que les parents n'aient pas a se preoccuper autant de la survie de leurs enfants-est essentiel pour reduire les taux de fecondite.

- Deuxiemement, nous savons que le taux de natalite baisse lorsque les femmes recoivent une education. Une femme instruite est davantage susceptible de retarder son mariage, d'espacer ses grossesses et d'avoir des enfants en moins grand nombre et en meilleur sante. Elle est egalement davantage susceptible de mieux gagner sa vie si elle travaille et d'investir davantage dans l'education de ses enfants. II n'empeche que pres de 100 millions de filles se voient

actuellement refuser l'accès à l'éducation. L'éducation primaire universelle est un objectif que nous pouvons - et devons - atteindre au cours de la prochaine génération.

- L'accès aux services de planning familial est un troisième investissement d'importance cruciale. Associé à la croissance économique et aux investissements sociaux, l'accès au planning familial s'est avéré donner des résultats remarquables dans des pays aussi variés que l'Indonésie, le Mexique et le Zimbabwe. Même dans des pays très pauvres où l'on enregistre un retard dans l'accroissement du revenu et l'investissement dans les personnes, le planning familial a vraiment été déterminant. Le taux de fécondité moyen au Bangladesh, par exemple, est passé de sept naissances par femme au milieu des années 70 à près de quatre dans les années 90.

Rapport coût-efficacité

Ces types d'investissements offrent un très bon rapport coût-efficacité sans que leur coût soit en fait élevé :

- La Banque estime, par exemple, qu'un programme de soins de santé préventive de base - y compris les soins maternels et infantiles - peut être assuré dans les pays les plus pauvres pour un coût annuel d'environ 8 dollars par personne.

- Pour que le nombre des inscriptions de filles dans l'enseignement primaire égale celui des garçons, il suffirait seulement d'un milliard de dollars, soit à peine 2 % des dépenses d'enseignement effectuées dans le monde en développement.

- Les services de planning familial, eux aussi, réclament des moyens

relativement modestes. Environ 5 milliards de dollars par an sont actuellement dépensés pour la planification familiale dans les pays en développement - soit moins de 5 % des dépenses militaires.

De toute évidence, le financement n'est pas le principal problème. Une bonne partie de l'argent nécessaire peut être obtenu en réaménageant les ressources en fonction de priorités - et en s'assurant que ces ressources sont utilisées efficacement. Il n'est pas par ailleurs indispensable que les investissements supplémentaires proviennent du budget de l'Etat. Les preuves ne manquent pas que les gens sont disposés à payer pour des services de planification familiale dans la mesure où ils y ont accès.

Le rôle des donateurs et de la Banque

Le soutien des donateurs reste bien entendu important, notamment dans les pays les plus pauvres. Mais il doit être mieux adapté aux besoins de chaque pays - et offrir aux intéressés un éventail d'options appropriées. La part des couples recourant à un type ou un autre de régulation de la fécondité est passée de 10 % il y a 30 ans à plus de 50 % aujourd'hui. Pour que davantage de progrès soient réalisés plus rapidement, il faut que ces services répondent encore mieux aux besoins des intéressés. Cela suppose d'être encore plus à l'écoute des gens - et nous donateurs n'avons pas toujours une très bonne écoute.

La Banque mondiale, dans sa contribution à la lutte contre la pauvreté, vise aux mêmes investissements que pour une approche large de la réduction de la fécondité. C'est ainsi que la moitié des projets que nous finançons comprennent désormais des composantes spécifiquement consacrées à l'émancipation des femmes. L'an dernier, nous avons consacré près de 2 milliards de dollars à la seule éducation et cet investissement visait en grande partie à maintenir les filles scolarisées. Depuis cinq ans, la Banque

est également devenue un des plus importants bailleurs de fonds en matière de planning familial et de services de santé génésique. Pres de 200 millions de dollars ont été engagés l'an dernier - et il est prévu d'augmenter ce chiffre de 50 % au cours des trois années à venir.

Cela dit, la qualité est plus importante que la quantité. La Banque - comme nous tous d'ailleurs - doit s'attacher à mettre plus efficacement en œuvre les programmes que nous finançons :

- en ciblant mieux l'attribution de nos ressources de manière à ce qu'elles bénéficient aux pauvres;
- en renforçant la coopération entre tous ceux qui participent à cet effort de manière à obtenir un plus grand impact sur tous les fronts;
- en faisant en sorte que les questions de population aient la priorité dans le dialogue sur la politique à suivre.

Conclusion: Partage des responsabilités

La rapidité de la croissance démographique mondiale nous concerne tous. Remedier à ce problème est une responsabilité que nous partageons tous - ce qui me ramène à la raison de notre présence ici.

La question ne peut être réglée autour d'une table de conférence. Elle ne peut l'être que lorsque les individus décident qu'il est dans leur propre intérêt d'avoir des familles plus restreintes de manière à pouvoir consacrer davantage de ressources à l'éducation, à la santé et à la lutte contre la pauvreté. La communauté internationale doit aider à réunir les conditions qui leur permettent de faire ce choix.

Si nous voulons que cette conference ait un sens au-dela des mots et des
bonnes intentions, nous devons agir - maintenant.

Je vous remercie.

For further information, please contact: popin@undp.org
POPIN Gopher site: <gopher://gopher.undp.org/11/ungophers/popin>
POPIN WWW site: <http://www.undp.org/popin>